



Pôle Achats
5, Allées Antonio Machado
31058 Toulouse Cedex 9

MARCHE DE TRAVAUX

Marché 2026PATXORD001

**Travaux de construction d'un bâtiment modulaire
dans le cadre du projet GENHYO**

**Cahier des clauses administratives particulières
C.C.A.P.**

Table des matières

1. STIPULATIONS GENERALES.....	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Mode de passation	3
1.3 Forme du marché	3
1.4 Décomposition	3
1.5 Lieu d'exécution.....	3
1.6 Variantes / Prestations supplémentaires éventuelles / Options	3
2. STIPULATIONS ADMINISTRATIVES.....	4
2.1 Intervenants en charge de l'opération.....	4
2.2 Pièces contractuelles	4
2.3 Obligations du titulaire.....	5
3. STIPULATIONS PARTICULIERES A L'EXECUTION.....	8
3.1 Durée et délais d'exécution.....	8
3.2 Conditions d'exécution des prestations.....	9
3.3 Caractéristiques des matériaux et produits	10
3.4 Organisation et installation de chantier	10
3.5 Implantation des ouvrages.....	10
3.6 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	10
3.7 Réception.....	11
3.8 Garantie des prestations.....	11
4. STIPULATIONS FINANCIERES.....	12
4.1 Avance	12
4.2 Prix.....	13
4.3 Modalités de règlement des comptes.....	13
4.4 Pénalités	16
5. AUTRES STIPULATIONS.....	20
5.1 Assurances	20
5.2 Résiliation du marché	20
5.3 Modifications relatives au titulaire	21
5.4 Modalités de mise en œuvre des demandes de factoring, de cession/nantissement de créances et de garantie à première demande.....	21
5.5 Règlement des litiges et langue	22
5.6 Dérogations au CCAG-Travaux	22

1. STIPULATIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché s'inscrit dans le cadre Génération Hydrogène Occitanie (GENHYO) soutenu par l'Agence nationale de la Recherche (ANR). Il a pour objet des travaux de construction en vue de la création d'un bâtiment modulaire dédié à la formation des étudiants sur les énergies renouvelables.

La description des prestations objet du marché et leurs spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes éventuelles.

1.2 Mode de passation

La consultation en lien avec le présent marché est passée suivant une procédure adaptée ouverte, avec possibilité pour l'acheteur d'organiser une phase dite de négociation, en application des articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du Code de la commande publique.

1.3 Forme du marché

Le contrat prend la forme d'un marché public ordinaire passé en application des articles L.2111-1, L.2111-2, R2111-4 et R2111-6 du Code de la commande publique.

1.4 Décomposition

Eu égard aux exigences techniques découlant de la simplicité du projet, le présent marché n'est pas alloti. Le pouvoir adjudicateur a fait le choix, afin de ne pas rendre techniquement complexe l'exécution des prestations, de passer le marché en lot unique.

1.5 Lieu d'exécution

Les travaux s'effectueront sur le site de l'institut universitaire technologique (IUT) de Blagnac sis 1, Place Georges Brassens – 31703 BLAGNAC.

1.6 Variantes / Prestations supplémentaires éventuelles / Options

1.6.1 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre du marché.

1.6.2 Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas prévu de prestation supplémentaire éventuelle.

1.6.3 Options au sens de la réglementation européenne

1.6.3.1 Marché à tranches optionnelles

Sans objet.

1.6.3.2 Marché reconductible

Le marché n'est pas reconductible.

1.6.3.3 Marchés pour des prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2. STIPULATIONS ADMINISTRATIVES

2.1 Intervenants en charge de l'opération

2.1.1 Maîtrise d'ouvrage

Ci-après désigné le maître d'ouvrage (MOA) :

Université Toulouse Jean Jaurès
Institut universitaire technologique (IUT) de Blagnac
1 place Georges Brassens
31703 BLAGNAC Cedex

2.1.2 Maîtrise d'œuvre et conduite d'opération

La maîtrise d'œuvre (MOE) la conduite d'opération sont assurées par les services techniques de l'IUT de Blagnac affectés au projet « Bâtiment Énergies ».

2.1.3 Contrôle technique

Le contrôle technique (CT) est assuré par le cabinet :

SOCOTEC
ZI de Montaudran – 3 rue Jean Rodier
31400 TOULOUSE

2.1.4 Coordination, sécurité et protection de la santé

La mission CSPS est assurée par le cabinet SOCOTEC sus désigné.

2.2 Pièces contractuelles

2.2.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, en cas de contradiction entre leurs stipulations, les documents contractuels du marché sont ci-après et prévalent dans l'ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.) ;
- Le devis valant décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ci-après :
 - o Les plans d'aménagement et d'équipements du « Bâtiment Énergies » ;
 - o Le plan de masse indiquant l'implantation du bâtiment sur le site ;
 - o Le plan de masse « Zoom » indiquant l'implantation précise du bâtiment sur le site ;
 - o Le plan général de coordination (PGC).
- L'offre technique du titulaire.

Il est entendu que le D.P.G.F. n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne, d'une part, l'établissement des situations de travaux, et d'autre part, le règlement des travaux, en plus ou en moins, ordonnés par ordre de service ou avenant en cours de travaux.

L'offre technique du titulaire constitue un engagement unilatéral de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage. Par conséquent, ce dernier pourra, à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'un engagement unilatéral du titulaire, il ne lui confère pas de droits, de sorte que ce dernier ne puisse s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour les réaliser dans les conditions de prix et de délais convenus.

2.2.2 Pièces générales

- Le Code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.-Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux, un certificat de cessibilité permettant au titulaire de céder ou de nantir des créances lui sera remis, à sa demande et sans frais.

Les certificats conservés dans les archives de l'Université Toulouse Jean Jaurès seuls font foi. Ils sont signés par un représentant capable d'engager juridiquement l'entreprise titulaire du marché.

2.3 Obligations du titulaire

2.3.1 Organisation commerciale

Le titulaire désignera un interlocuteur dédié à ce marché qui sera notamment responsable de sa mise en place et du suivi d'exécution des prestations, il participera aux réunions contractuelles et sera l'interlocuteur privilégié du pouvoir adjudicateur.

En cas de manquement et de problèmes récurrents dans l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imposer au titulaire le remplacement de celui-ci.

2.3.2 Protection de la main d'œuvre

Conformément à l'article 6.1 du C.C.A.G. Travaux, les obligations qui s'imposent en la matière au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements en vigueur relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

En outre, le titulaire est tenu au respect des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948)
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949)
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930)
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957)
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951)
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958)
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973)
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999)

Le titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et qu'ils restent responsables du respect de celles-ci.

Le titulaire avise ses fournisseurs de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et qu'ils restent responsables du respect de celles-ci.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché en fournissant, sur simple demande de l'Université Toulouse Jean Jaurès, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

2.3.3 Protection de l'environnement

2.3.3.1 Normes environnementales

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions de l'article 7 du CCAG-Travaux et du Décret n°2021-254 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées.

L'utilisation de véhicules et de carburants plus respectueux de l'environnement est souhaitable. L'Université Toulouse Jean Jaurès souhaite que les véhicules utilisés soient des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur.

En tout état de cause, les véhicules utilisés respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 6 ou EURO VI.

Le titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution du marché en fournissant, sur simple demande de l'Université Toulouse Jean Jaurès, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose le respect des obligations et dispositions considérées.

2.3.3.2 Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

2.3.4 Protection des données à caractères personnel

2.3.4.1 Relations précontractuelles

Dans le cadre des relations précontractuelles et durant la procédure de marché, le titulaire s'engage à gérer les données personnelles des interlocuteurs de l'Université Toulouse Jean Jaurès d'une manière conforme à la réglementation de protection des données (Loi informatique et libertés, ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données).

En conséquence, il transmettra au pouvoir adjudicateur la mention d'information de protections de données (article 12 du Règlement général sur la protection des données « **RGPD** ») et les modalités d'exercice de droit engendrées dans le cadre de sa gestion administrative de notre dossier de consultation des entreprises (DCE).

2.3.4.2 Relations contractuelles

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, (« **RGPD** »), et la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative aux fichiers, à l'informatique et aux libertés (« Loi informatique et libertés »).

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est prohibée.

Le pouvoir adjudicateur a désigné un Délégué à la protection des données (dpo@univ-tlse2.fr) afin de l'associer à tous les sujets relatifs à la protection des données à caractère personnel et contrôler le respect de la réglementation précitée.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement de données à caractère personnel en lien avec le pouvoir adjudicateur, notamment à l'égard des personnes physiques identifiées ou identifiables placées sous sa responsabilité, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une documentation lui permettant d'être informé de l'existence de ces activités de traitement et d'en apprécier la conformité, en termes de respect des exigences de la réglementation et de garanties pour la protection des droits des personnes

concernées et de la sécurité de leurs données.

Cette documentation doit comporter les informations suivantes :

- ✓ le nom et les coordonnées du titulaire et, le cas échéant, du nom et les coordonnées de ces sous-traitants au sens article 28 du règlement UE 2016/679, et les coordonnées de votre délégué à la protection des données lorsqu'il en a désigné un ;
- ✓ les finalités du traitement ;
- ✓ une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- ✓ les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales conformément au chapitre V transfert de données personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales ;
- ✓ le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, ainsi que les documents attestant de l'existence de garanties appropriées conformément au chapitre V transfert de données personnel vers des pays tiers ou à des organisations internationales ;
- ✓ les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- ✓ une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles ;
- ✓ le cas échéant, les noms et coordonnées des sous-traitants et sous-traitants ultérieurs (au sens du Code de la commande publique) réalisant des activités de traitement pour le compte du titulaire.

Le titulaire doit agir selon les instructions données par le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de la mise en œuvre du traitement.

Le titulaire informe immédiatement le pouvoir adjudicateur lorsqu'il considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD, de la Loi informatique et libertés, ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données.

2.3.5 Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

3. STIPULATIONS PARTICULIERES A L'EXECUTION

3.1 Durée et délais d'exécution

3.1.1 Durée du marché

Le présent marché est conclu, à partir de sa notification, pour une durée confondue au délai global d'exécution des prestations, lequel court à compter de la date fixée par l'ordre de service (OS) de démarrage de la période de préparation de chantier.

3.1.2 Délais d'exécution

Le délai global d'exécution des prestations, incluant la période de préparation, est défini de sorte à garantir l'exécution complète des prestations dans les délais ci-après :

- Fin d'installation du bâtiment et raccordement réseaux : **30 septembre 2026** ;
- Installation complète et mise en service des équipements H₂ et sécurités : **31 octobre 2026** ;
- L'ensemble devra être opérationnel et réceptionné pour le **30 novembre 2026** ;
- La formation sur les équipements H2 devra être faite avant le **18 décembre 2026**.

3.1.3 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier d'exécution des travaux est détaillé au planning établi par le titulaire dans le strict respect des délais prescrits pour la mise à disposition de l'ouvrage.

3.1.4 Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du C.C.A.G.-Travaux.

Conformément à l'article 18.2.3 du C.C.A.G.-Travaux, dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué dans les documents particuliers du marché.

Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que dans le cas d'autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux, si les documents particuliers du marché prévoient la prolongation du délai d'exécution en fonction de critères qu'il définit, cette prolongation de délai est notifiée au titulaire en récapitulant les constatations faites.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du C.C.A.G.-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 10 jours.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 3 du C.C.A.G.-Travaux, les délais d'exécution des travaux seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

NATURE DU PHENOMENE	INTENSITE LIMITE	DUREE	ORGANISME OU DOCUMENTS DE REFERENCE
Gel	<0° C constaté à 12h00	0 jour	Station Météo de Toulouse
Pluie	50mm	1 jour	Station Météo de Toulouse
Neige	10cm constatés à 7h00	1 jour	Station Météo de Toulouse
Vent	>60km/h pendant 5 heures	5 heures	Anémomètre enregistreur placé sur la grue
Canicule	>33°C pendant 3 jours consécutifs (mesuré à l'ombre à 14h00)	3 jours	Station Météo de Toulouse

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Toulouse/Blagnac.

3.2 Conditions d'exécution des prestations

3.2.1 Période de préparation – Travaux préparatoires

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai d'exécution du marché qui, par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G.-Travaux, est définie dans le planning détaillé du titulaire.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le titulaire (y compris ses cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans le délai imparti pour la période de préparation.

Les travaux préparatoires susceptibles d'être exécutés courant la période de préparation sont détaillés dans le projet d'exécution du titulaire.

3.2.2 Programme d'exécution – Plan d'installation de chantier

Le projet d'exécution accompagné du plan des installations de chantier prévus à l'article 28.2 du CCAG-Travaux est réalisé par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre dans la limite de la durée de la période de préparation.

3.2.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le chantier est soumis à un plan de sécurité et de protection de la santé. Ce document est communiqué au titulaire des travaux à la notification du marché.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- ✓ le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- ✓ tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- ✓ la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- ✓ dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- ✓ les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- ✓ tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- ✓ la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

3.2.4 Etudes d'exécution

Le plan d'exécution des ouvrages et ses spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et fournis au contrôleur technique et au MOE pour visa avant exécution.

3.3 Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe les spécifications des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées dans le cahier des charges.

3.4 Organisation et installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du C.C.A.G.-Travaux, les conditions liées à l'organisation et aux installations de chantier sont décrites dans le projet d'exécution du titulaire.

3.5 Implantation des ouvrages

Par dérogation à l'article 27.1 du C.C.A.G.-Travaux, les modalités d'implantation des ouvrages sont fixées dans le plan d'exécution du titulaire et conformément aux prescriptions du cahier des charges.

3.6 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

3.6.1 Gestion des déchets de chantier

Le titulaire est seul responsable de la gestion des déchets générés par son activité ainsi que celle de ses co-traitants et sous-traitants éventuels. A ce titre, il assure à ses frais exclusifs le tri, le conditionnement, l'enlèvement, le transport et le traitement des déchets vers les filières autorisées conformément à la réglementation en vigueur.

3.6.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

3.6.3 Documents à fournir après exécution

Par dérogation (ou en complément) à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire doit remettre au maître d'œuvre l'ensemble des documents listés dans les conditions de l'article 1.6.3 du C.C.T.P.

3.7 Réception

3.7.1 Réception partielle

En application de l'article 42 du C.C.A.G.-Travaux, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en fonction des circonstances, de procéder à des réceptions partielles de certains ouvrages ou parties d'ouvrage, bien qu'en principe, une réception unique soit prévue.

S'il use de cette faculté, les conditions dans lesquelles se déroulera la réception partielle, et tout particulièrement la définition des ouvrages concernés, seront notifiées au titulaire par ordre de service.

3.7.2 Réception

La réception complète de l'ouvrage a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise la maîtrise d'ouvrage de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés.

Le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

3.8 Garantie des prestations

Les prestations donnant lieu à la réalisation d'un ouvrage, elles feront l'objet des régimes de garantie déclinés ci-après et dont le point de départ est la date d'effet de la réception des travaux :

- **Une garantie décennale** pour les travaux de raccordement (VRD), l'enveloppe ainsi que les équipements qui en sont indissociables ;
- **Une garantie de bon fonctionnement** de 2 ans pour les équipements dissociables de l'ouvrage ;
- **Une garantie de parfait achèvement** de 1 an pour l'ensemble de l'ouvrage, laquelle couvre tous les désordres signalés lors de la réception ou apparaissant dans l'année qui suit. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

4. STIPULATIONS FINANCIERES

4.1 Avance

4.1.1 Condition de versement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le taux susmentionné est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise (PME) telle que mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si la demande d'avance n'est pas précisée dans l'acte d'engagement l'administration considère que l'entreprise renonce au bénéfice de l'avance.

4.1.2 Condition de remboursement

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

4.1.3 Sous-traitance

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

4.1.4 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

4.2 Prix

4.2.1 Caractéristiques des prix

Les prestations sont réglées par application d'un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

4.2.2 Modalités de variation des prix

Les prix établis sont **fermes, définitifs et non révisables**.

4.2.3 Garanties financières

Une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, sur accord des deux parties, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première à la retenue de garantie.

4.3 Modalités de règlement des comptes

4.3.1 Décomptes et acomptes mensuels

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglé comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG-Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire ou selon les quantités estimées ou réellement exécutées pour les marchés à prix unitaire.

Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage. Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

4.3.2 Transmission dématérialisée de la facturation

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro accompagnés impérativement du visa du MOA.



Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer. Le portail est gratuit. Si le titulaire n'a pas de compte sur le portail CHORUS PRO (DGFIP), il devra préalablement en créer un et l'activer.

Les factures seront au format PDF.

Marché 2026PATXORD001 : Travaux de construction d'un bâtiment modulaire dans le cadre du projet GENHYO

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Afin de faciliter la mise en place de la procédure de dématérialisation, une aide technique est proposée et mise à disposition sur <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques>.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

- ✓ Identifiant de la structure publique : **SIRET UT2J : 19311383400017** ;
- ✓ Code service : voir bon de commande ;
- ✓ Numéro d'engagement juridique : voir bon de commande.

Pour les relances et suivi comptable, communication de référents du titulaire du marché dédiés à l'Université.

Sont désignés pour les règlements :

- **Ordonnateur :**
Madame la Présidente de l'Université Toulouse Jean Jaurès ;
- **Comptable assignataire des paiements :**
Monsieur l'Agent Comptable de l'Université Toulouse Jean Jaurès.

4.3.3 Demandes de paiement

➤ **Demande de paiement d'acomptes**

L'état d'acompte sera notifié au titulaire par le maître de l'ouvrage au plus tard lors du règlement de l'acompte ou dans un délai de 7 jours si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

➤ **Demande de paiement final**

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 12.3.2 du CCAG ;
- date de remise des documents demandés en application de l'article 2.5.3 du C.C.T.P. ;
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies ci-dessous.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux :

- L'acheteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au représentant de l'acheteur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du C.C.A.G. et qu'en l'absence de notification du décompte général par le maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif. A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

4.3.4 Réception avec réserve

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le maître d'ouvrage ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves.

Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau du marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le maître d'ouvrage à la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves,
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau du marché.

4.3.5 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

4.3.6 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L2193-10 à L2193-14 et R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

4.3.7 Présentation des factures

La facturation devra rappeler les références du marché et mentionner les éléments de calculs des prix.

Les décomptes, factures et mémoires afférents au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier,
- Le numéro et la date de notification du marché et de chaque avenant,
- La prestation exécutée ou livrée,
- Le cas échéant le numéro du bon de commande ou de l'ordre de service,
- La période sur laquelle porte la facturation,
- Le montant hors TVA de la prestation exécutée ou livrée,
- Le taux et le montant de la TVA.

4.3.8 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Conformément aux articles R2192-31, R2192-32, R2192-35 et R2192-36, en cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

4.4 Pénalités

Les pénalités encourues par le titulaire de son fait ou du fait de ses sous-traitants dans l'exécution du chantier sont celles indiquées dans le tableau des pénalités du présent C.C.A.P.

Elles peuvent s'appliquer, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des engagements contractuels, pour sanctionner l'inexécution ou l'exécution défectueuse des prestations résultant du marché.

4.4.1 Dérogations dans l'application des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du C.C.A.G.-Travaux, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total du bon de commande. Toutes les pénalités sont cumulables.

S'il y a relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire peut, sans mise en demeure préalable, encourir l'une ou les pénalité(s) suivante(s) :

4.4.2 Pénalités de retard dans l'achèvement des travaux

Lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, des pénalités telles que fixées dans le tableau des pénalités du présent C.C.A.P.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date réelle de fin de chaque phase des travaux et de la date d'expiration du délai de ces phases fixée au calendrier d'exécution par le conducteur d'opération ou le maître d'œuvre.

Les responsabilités des diverses entreprises dans le retard éventuel seront évaluées par le conducteur d'opération sur la base des procès-verbaux de chantier qui auront constaté l'inobservation du planning.

Le compte des pénalités sera tenu à jour en cours de chantier, en fonction de l'avancement des travaux et retenu sur les situations correspondantes mensuelles ainsi que sur le décompte général et définitif.

En cas de rattrapage du retard en cours de chantier, les pénalités pourront éventuellement être réduites sur le décompte général.

Une pénalité provisoire pourra être appliquée pendant le déroulement du chantier selon le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux. Cette pénalité provisoire pourra être levée si le retard est rattrapé et est sans conséquence sur les délais d'exécution des travaux.

Pour tout retard dans la réalisation des prestations dans le cas de « non levée des réserves » à la date imposée aux formulaires EXE de réception, procès-verbal, et décision, une pénalité sera appliquée (cf. tableau des pénalités).

Le titulaire du marché ne pourra pas se voir infliger des pénalités de retard dans le cas où le retard dans l'exécution des travaux fait suite, soit à l'absence de réponse aux déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) des exploitants de réseaux, soit à l'arrêt des travaux après la constatation d'une différence notable entre l'état du réseau et les plans fournis par les exploitants de réseaux.

4.4.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer les pénalités prévues dans le tableau des pénalités du présent C.C.A.P.

Au-delà d'une demi-heure, un retard sera considéré comme une absence.

Toutefois le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de remettre ces pénalités si elle juge que l'absence est due à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur. Cette possibilité ne pourra être mise en œuvre que 2 fois consécutivement. En effet, l'entreprise doit mettre en œuvre les moyens nécessaires à la présence de ses représentants aux réunions de chantier.

4.4.4 Pénalités pour absence de suivi des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé

En cas d'absence de suivi des observations du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé portées sur le registre journal, les comptes rendus et les courriers adressés aux intervenants, il pourra être appliqué une pénalité prévue dans le tableau des pénalités du présent C.C.A.P.

Il en sera de même en cas d'absence de suivi des règles indiquées dans le plan général de coordination (PGC) ou le plan des installations de chantier, sur simple constatation de la maîtrise d'œuvre, du représentant du maître d'ouvrage, du conducteur d'opération ou des utilisateurs et après information par écrit ou par voie informatique.

4.4.5 Pénalités pour non-production des documents d'exploitation attendus

Lorsque le titulaire omet d'établir et de transmettre les documents demandés dans le cahier des charges de ce marché (C.C.A.P. et C.C.T.P.), il encourt, dès le lendemain du jour où le document devait être remis, une pénalité fixée dans le tableau des pénalités du présent C.C.A.P.

4.4.6 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

4.4.7 Pénalités pour non-repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux

Dans le cadre du délai contractuel d'exécution, l'entrepreneur devra procéder, en fin de travaux, au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure notifiée par ordre de service, sans préjudice de l'application des pénalités pour retard prévues au présent C.C.A.P.

La remise en état des lieux implique également la réfection éventuelle des chaussées détériorées par les véhicules du chantier et des fournisseurs de matériaux.

4.4.8 Délais et pénalités pour défaut de remise des documents

Les plans et autres documents à fournir en début et en cours de chantier seront remis par l'entrepreneur selon les modalités et délais définis par le présent marché, ou en réunion de chantier.

Tout retard dans la remise de ces plans et autres documents à fournir par l'entrepreneur donne lieu à l'application de la pénalité prévue dans le tableau des pénalités du présent C.C.A.P.

Par dérogation aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG-Travaux, le décompte général définitif (D.G.D.) ne sera mis en paiement qu'une fois les dossiers des ouvrages exécutés (D.O.E) et dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (D.I.U.O.) remis sous format papier (au moins 1 exemplaire) et au format électronique au maître d'ouvrage.

4.4.9 Pénalités pour défaut de maintien du chantier en état de propreté

Il est rappelé au titulaire du marché que le chantier devra être maintenu en parfait état de propreté durant toute la durée d'exécution des travaux.

Pendant toute la durée de son intervention, chaque entrepreneur devra procéder en fin de journée au nettoyage et au ramassage des déchets de chantier (emballages, outils, surplus de matière, etc.).

Sur simple constat de l'OPC, du maître d'œuvre ou d'un représentant de la maîtrise d'ouvrage de la non-exécution du nettoyage dans les 48 heures, une pénalité sera appliquée individuellement à chacune des entreprises présentes sur le chantier pendant la période concernée.

4.4.10 Tableau des pénalités

Le tableau ci-dessous recense l'ensemble des pénalités applicables dans le cadre du présent marché.

PENALITES	OCCURRENCE	80 €	100 €	500 €	1 500 €
Retard d'exécution décompté suivant le calendrier d'exécution notifié par ordre de service ou pour retard d'achèvement de la prestation	Par jour calendaire		X		
Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que celles mentionnées par ailleurs) suivant compte rendu du chantier qui fait foi	Par jour calendaire ou par constat		X		
Feux interdits sur le chantier	Par constat				X
Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites	Par constat	X			
Présence de déchets dans une benne non appropriée, dépôt sauvage ou enfouissement de déchets, non-respect des exigences de chantier	Par infraction		X		
Non-conformité aux exigences environnementales des matériaux mis en œuvre avec remise en conformité obligatoire	Par infraction		X		
Non-respect des consignes environnementales suivant le PGC (tri des déchets...)	Par constat (3 jours décomptés entre 2 constats successifs)		X		
Non-production des justificatifs de la qualité environnementale des matériaux avant commande, matériel non conforme à la réglementation acoustique	Par jour calendaire	X			
Manquement aux obligations de nettoyage dans les 48 heures du constat établi par le conducteur d'opération, le maître d'œuvre ou le représentant de la maîtrise d'ouvrage	Par jour calendaire (5 jours décomptés entre 2 constats successifs)	X			
Défaut de présentation ou retard dans la transmission des PPSPS	Par jour calendaire		X		
Absence aux réunions du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) organisées par le Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS) sur convocation	Par constat			X	
Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires	Par constat			X	

Marché 2026PATXORD001 : Travaux de construction d'un bâtiment modulaire dans le cadre du projet GENHYO

Non-respect de l'utilisation des sanitaires mis à disposition	Par constat	X			
Défaut de mise en place d'une protection collective sur le chantier	Par constat			X	
Démontage non autorisé des protections collectives, compris clôture de chantier	Par constat			X	
Défaut d'utilisation d'une protection individuelle sur le chantier	Par constat		X		
Prise des repas dans la zone chantier	Par constat		X		
Changement vestimentaire du personnel dans la zone de chantier (hors vestiaire)	Par constat		X		
Absence ou retard dans la déclaration préalable des sous-traitants avant intervention sur le chantier (sous-traitance occulte)	Par constat				X
Défaut/Refus de présentation de tous documents exigés par le Maître d'Œuvre ou le Maître d'Ouvrage	Par jour calendaire			X	
Travail illégal : présence de personnel non déclaré, non autorisé (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)	Par jour calendaire				X
Non-présentation de la carte d'identification professionnelle	Par constat			X	
Absence aux réunions de chantier sur convocation ou retard de plus d'une demi-heure d'un représentant mandaté et qualifié (convoqué à ladite réunion) pour engager sa responsabilité	Par constat		X		
Retard dans la remise de documents de préparation et d'exécution, de plans, de notes de calcul suivant calendrier établi par le pilote du chantier (cette pénalité sera cumulée avec le non-paiement de la facture)	Par jour de retard, dimanche et jour fériés compris	X			
Dégradation des ouvrages réalisés et réceptionnés ou constatés par la maîtrise d'œuvre (le compte-rendu de chantier faisant foi)	Le constat				X
Retard dans la constitution du dossier D.O.E. et/ou des documents d'exploitation	Par jour calendaire		X		
Retard dans la transmission du décompte final	Par jour calendaire		X		
Absence aux réunions concernant les opérations préalables à la réception, sur convocation	Par constat			X	
Défaut de repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux	Par jour calendaire		X		
Retard dans la levée des réserves suivant rapport OPR ou proposition du Maître d'Ouvrage (cette pénalité sera cumulée avec le non-paiement de la facture)	Par jour calendaire		X		

5. AUTRES STIPULATIONS

5.1 Assurances

Par dérogation aux dispositions de l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 5 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de 8 jours à compter de la réception de la demande.

5.2 Résiliation du marché

5.2.1 Cas général

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

5.2.2 Motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 49.1 du CCAG-Travaux, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité au titre du préjudice subi.

5.2.3 Frais et risques

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

5.2.4 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

5.3 Modifications relatives au titulaire

5.3.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

5.3.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire doit en informer le Pouvoir Adjudicateur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- ✓ Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- ✓ Une copie de l'annonce légale ;
- ✓ Les attestations fiscales et sociales ;
- ✓ Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- ✓ Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- ✓ Un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- ✓ Un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société correspondante ;
- ✓ Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché public.

La cession du marché accepté par le Pouvoir Adjudicateur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

5.4 Modalités de mise en œuvre des demandes de factoring, de cession/nantissement de créances et de garantie à première à demande

5.4.1 Demande de factoring

Toute demande de factoring doit être directement adressée à l'Agent comptable.

À cet effet, le titulaire transmet ladite demande par courrier recommandé avec accusé de réception (LRAR) à l'Agence comptable compétente.

5.4.2 Cession / Nantissement de créances

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties par le titulaire.

En application des articles R.2191-46, R.2191-48, R.2191-50, R.2191-51, R.2191-52 et R.2191-53 du Code de la commande publique, toute demande de cession de créances doit être présentée par voie électronique auprès du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : achats@univ-tlse2.fr.

Lorsque la demande est validée, un certificat de cessibilité des créances est délivré au titulaire, conformément aux dispositions susmentionnées.

5.4.3 Garantie à première demande

En application de l'article 4.2.3 du présent C.C.A.P., la garantie à première demande est transmise par le titulaire au pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Cette garantie est libérée dans l'un des cas suivants :

- ✓ **Pour les marchés de travaux** : après réception des travaux, après restitution de l'acompte versé, ou à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- ✓ **Pour les marchés de fournitures** : après admission définitive des fournitures, après restitution de l'acompte versé, ou à l'expiration du délai de garantie éventuellement prévu au marché ;
- ✓ **Pour les marchés de services** : après admission définitive des prestations de services, après restitution de l'acompte versé, ou à l'expiration du délai de garantie éventuellement prévu au marché.

5.5 Règlement des litiges et langue

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

5.6 Dérogations au CCAG-Travaux

Les dérogations aux CCAG-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article du C.C.A.P.	... déroge à l'article du CCAG-Travaux
2.2.1	4.1
2.2.2	4.2
3.2.1	28.1
3.5	27.1
3.6.3	40
4.3.3	12.3.2, 12.4.4
4.3.4	12.4.2
4.4.1	19.2.1, 19.2.2, 19.2.4
4.4.8	12.3, 12.4
5.1	8.1.3
5.2.2	49.1